



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
le projet d'élaboration du zonage d'assainissement
de la commune de Lavilleneuve-au-Roi (52)**

n°MRAe 2020DKGE59

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté ministériel de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 modifié, portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est ;

Vu la décision du 26 mai 2016 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est donnant délégation à son président pour certaines décisions au cas par cas ;

Vu la décision du 31 janvier 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est relative à l'intérim de son président ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 27 janvier 2020 et déposée par la commune de Lavilleneuve-au-Roi (52), compétente en la matière, et relative à l'élaboration du zonage d'assainissement sur le périmètre de sa commune ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé (ARS) du 30 janvier 2020 ;

Considérant que :

- le projet de zonage d'assainissement de la commune qui a pour objectif de proposer pour chaque secteur des filières d'assainissement appropriées ;
- la commune ne dispose d'aucun document d'urbanisme (POS, PLU, carte communale) ;
- son territoire est traversé par un cours d'eau : la Renne ;
- la présence de 2 Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) : une ZNIEFF de type 1 « Prairies de la Vallée de la Renne entre Lavilleneuve-au-Roi et Saint-Martin-sur-la-Renne » qui est aussi une zone Natura 2000 ; une ZNIEFF de type 2 « Massif forestier de Clairvaux et des Huits » ;
- que la compétence de Service public d'assainissement non collectif (SPANC) est exercée par la Communauté de communes des 3 Forêts, qui assure ainsi pour le compte de la commune le contrôle des installations d'assainissement, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement ;

Observant que :

- Lavilleneuve-au-Roi est composé d'un bourg central groupé autour des routes départementales RD 101 et RD 15, et de 2 écarts habités, localisés au 1 et 3 rue de la Renne ;
- le périmètre du zonage d'assainissement n'intercepte pas le périmètre de protection rapprochée et le périmètre de protection éloignée de la source de captage d'eau potable alimentant la commune ;

- le périmètre du zonage d'assainissement n'intercepte pas les ZNIEFF et la zone Natura 2000 ;
- dans le village le bourg central est en mode assainissement collectif tandis que les écarts habités sont en assainissement non collectif ;
- le réseau d'assainissement collectif est un réseau de collecte de type unitaire (de 1 646 ml) équipé d'une station d'épuration de 250 équivalent-habitants (EH) ; elle est jugée conforme en équipements et en performance au 31 décembre 2018 par le portail d'information sur l'assainissement communal du ministère de la Transition écologique et solidaire¹ ;
- le village est également équipé d'un réseau pluvial, qui collecte une partie des eaux de pluie, long de 96 ml ;
- l'étude du zonage d'assainissement a montré que le réseau d'assainissement collectif est en majorité constitué de canalisations en béton et présente d'importantes intrusions d'eaux claires parasites qui viennent perturber le fonctionnement du réseau et du système de traitement en diluant les effluents ;
- l'état actuel des réseaux d'assainissement n'a pas fait l'objet d'une évaluation dans le cadre de la présente procédure (absence d'un diagnostic du réseau d'assainissement collectif et des installations d'assainissement non collectif) ;
- le choix de la commune (75 habitants) est celui de l'assainissement **collectif sur le bourg central et non collectif sur les écarts** ; ce choix a été motivé par une étude technico-économique de type schéma directeur avec analyse de 2 scénarios (collectif et non collectif) ;
- pour la zone qui relève de l'assainissement collectif, il est prévu de garder le réseau existant moyennant quelques travaux de réhabilitation ;
- pour les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, une carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a été réalisée et figure dans le dossier ; le projet préconise pour chaque habitation un dispositif de prétraitement par une fosse toutes eaux, suivi obligatoirement d'un traitement par épandage souterrain, ou bien, lorsque la nature du sol en place ne le permet pas, par épandage sur un matériau filtrant rapporté (lit de sable fin drainé ou non), voire un dispositif plus compact (micro-station d'épuration, filtre à zéolithe, à fibres de coco ou à laine de roche) en cas de contraintes d'habitat majeures ;

L'Autorité environnementale rappelle la nécessaire compatibilité du zonage d'assainissement avec la réglementation relative aux captages d'eau potable.

Conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte du rappel**, l'élaboration du zonage d'assainissement sur le périmètre de la commune de Lavilleneuve-au-Roi n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

1 <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr>

et décide :

Article 1^{er}

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, l'élaboration du zonage d'assainissement sur le périmètre de la commune **de Lavilleneuve-au-Roi n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 18 mars 2020

Le président de la Mission régionale
d'autorité environnementale,
par délégation,


Alby SCHMITT

Voies et délais de recours

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale
MRAe Grand Est c/o MIGT
2 rue Augustin Fresnel
57070 METZ

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la

décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.